

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/PER/1

G/SCM/Q1/PER/1

9 octobre 1996

(96-4138)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions des Etats-Unis au Pérou¹

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 octobre 1996.

1. Dans sa précédente notification au Comité (G/ADP/N/1/PER/1), votre gouvernement signalait que "le projet de règlement d'application dudit accord est en cours d'adoption ...". Le document G/ADP/N/1/PER/1/Suppl.1-G/SCM/N/1/PER/1/Suppl.1 est-il précisément le règlement auquel faisait allusion la précédente notification?
2. Peut-on à bon droit postuler que, lorsqu'une question visée par l'Accord n'est pas traitée dans ce document (G/ADP/N/1/PER/1/Suppl.1-G/SCM/N/1/PER/1/Suppl.1), c'est l'accord qui prévaut?
3. Le "niveau des droits demandé et le mode de calcul" sont au nombre des éléments qui doivent obligatoirement figurer dans la requête. Pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par "mode de calcul"?
4. Le droit de faire appel d'une décision administrative devant le Tribunal pour la défense de la concurrence et de la propriété intellectuelle est-il automatique?
5. Y a-t-il des restrictions concernant ce qui peut faire l'objet d'un appel? Peut-on par exemple interjeter appel aussi bien pour des questions de droit que pour des questions de fait?

¹G/ADP/N/1/PER/1/Suppl.1 et G/SCM/N/1/PER/1/Suppl.1.